

VD_FINDINFO ML / 2024 / 131 vom 24. September 2024

VD Tribunal cantonal, 2024-09-24, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_ML___2024___131

FR: VD_FINDINFO ML / 2024 / 131 du 24 septembre 2024

IT: VD_FINDINFO ML / 2024 / 131 del 24 settembre 2024

Regeste

CONDUITE DU PROCÈS, DÉCISION, LEX SPECIALIS DEROGAT LEGI GENERALI, OELP, DÉCISION SUR FRAIS | 16 al. 1 LP, 48 OELP, 106 al. 1 CPC (CH), 110 CPC (CH), 124 al. 1 CPC (CH)

Erwägungen

E. 2

e éd., n. 8 ad art. 110 CPC). Ce recours a été déposé dans le délai de dix jours qui a suivi la notification de la décision, conformément à l'art. 321 al. 2 CPC. Il est motivé à satisfaction, sous réserve de ce qui suit et de ce qui sera précisé plus bas (cf. consid. IIIc). En effet, les moyens – ou remarques à titre préliminaire – de la recourante, qui portent en réalité sur le rejet de la requête incidente contre lequel elle ne prend aucune conclusion, sont irrecevables ; en particulier, la recourante soutient que la décision en tant que telle est très contestable, que la réponse de l'intimée ne lui a pas été notifiée et que son droit d'être entendue a été violé. Elle ne conclut toutefois pas à l'annulation de la décision, ni ne soutient au demeurant que la réponse en cause portait sur la question des frais, seule litigieuse en l'espèce ; tel n'est du reste pas le cas. c) Au vu de ce qui précède, le recours sur les frais, interjeté par une partie qui a un intérêt à la réforme des chiffres II et III litigieux, déposé en temps utile et dans les formes prescrites, sous réserve de ce qui a été dit et de ce qui sera précisé plus bas, est donc recevable. III. a) La recourante conteste le montant de 300 fr. des frais judiciaires mis à sa charge. Elle se prévaut de la jurisprudence du Tribunal cantonal selon laquelle les ordonnances d'instruction ne sont pas soumises à la perception de frais ; elle cite l'arrêt rendu par la CREC le 31 mai 2022/136, dossier TD19.023250. La décision qui statue sur une requête en interdiction de postuler étant une ordonnance d'instruction au sens de l'art. 124 al. 1 CPC, la recourante en déduit que c'est à tort que le premier juge a mis des frais à sa charge et que la décision doit être réformée en ce sens qu'elle est rendue sans frais. b) En vertu de l'art. 95 al. 1 CPC, les frais comprennent d'une part les frais judiciaires (let. a), d'autre part les dépens (let b). Aux termes de l'art. 96 CPC, les cantons fixent le tarif des frais. En application de cette disposition, le canton de Vaud a édicté le Tarif des frais judiciaires civils (TFJC ; BLV 270.11.5). L'application des tarifs cantonaux connaît toutefois certaines limites. En particulier, même devant les juridictions cantonales, ils ne s'appliquent qu'à défaut de tarif fédéral l'emportant sur eux. Aux termes de l'art. 16 al. 1 LP (loi sur la poursuite pour dettes et la faillite ; RS 281.1), le Conseil fédéral arrête les tarifs. Cette disposition demeure donc une lex specialis par rapport à l'art. 96 CPC (Tappy, op. cit., n. 4 ad art. 96 CPC ; ATF 139 III 195 consid. 4.2.2, JdT 2014 II 360 ; CPF 28 juin 2018/118 consid. IIa). Ce sont ainsi les règles spéciales prévues par la LP et sa réglementation d'application qui régissent les frais dans certaines actions de droit des poursuites (cf. notamment le Chapitre 4 de l'OELP [ordonnance sur les émoluments perçus

en application de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite ; RS 281.35], intitulé « Emoluments de justice »). L'art. 48 OELP (« Emoluments pour les décisions judiciaires ») prévoit que, si cette ordonnance n'en dispose pas autrement, l'émolument pour les décisions judiciaires rendues dans une procédure sommaire en matière de poursuite selon l'art. 251 CPC est fonction de la valeur litigieuse, selon un tableau annexé. C'est donc selon cette disposition et non selon le tarif cantonal édicté en application de l'art. 96 CPC que sont fixés les émoluments des décisions judiciaires en matière de LP (ATF 149 III 210 consid. 4.1.1 ; 139 III 195 consid. 4.2.2, JdT 2014 II 360 et les références). c) aa) En l'espèce, la recourante n'invoque la violation d'aucune norme légale ou d'un quelconque tarif, mais se prévaut uniquement d'une jurisprudence rendue par la Chambre des recours civile du Tribunal cantonal. Or, le premier juge a indiqué dans sa décision les normes qu'il a appliquées à la fixation des frais, soit les art. 28, 29 et 51 TFJC, ce qui permettait à la recourante d'exposer en quoi ces normes auraient été appliquées faussement, ce qu'elle n'a pas fait. Dans ces conditions, il est très douteux que l'acte de recours satisfasse sur ce point aux exigences de motivation posées par l'art. 320 let. a CPC, qui dispose que le recours est ouvert pour violation du droit, et par l'art. 321 al. 1 CPC qui exige que le recours soit motivé (TF 4A_31/2024 du 13 juin 2024 consid. 3.1 et les références citées). Ce point peut toutefois rester indécis. En effet, la jurisprudence citée par la recourante a été rendue en application du TFJC et non de l'OELP, seule la Cour des poursuites et faillites connaissant des décisions judiciaires rendues en matière de poursuites, à l'exclusion de toute autre cour du Tribunal cantonal et en particulier de la Chambre des recours civile, comme exposé plus haut (cf. supra, consid. I et les références). Or, comme également exposé plus haut, et contrairement à ce qu'a retenu le premier juge, seule l'OELP s'applique à la fixation des frais d'une décision rendue dans une procédure sommaire en matière de poursuite selon l'art. 251 CPC (cf. supra consid. IIIb). Il s'ensuit qu'en tout état de cause, une jurisprudence rendue par la Chambre des recours civile n'est pas pertinente pour la question à juger en l'espèce. Enfin, c'est le lieu de relever que, dans la systématique du TFJC, il n'est pas perçu de frais de décision sur incident lorsque le juge agit d'office (cf. art. 52 TFJC), ce qui est le cas lorsque le juge agit sans requête préalable de l'une des parties (CREC 21 novembre 2018/355 consid. 3) ; en revanche, il est perçu un émolument, notamment pour une décision sur incident (cf. art. 51 TFJC). Cela signifie que, lorsque le juge statue par une décision d'instruction sur une requête d'une partie tendant au constat de l'incapacité de postuler de l'avocat de la partie adverse, il est perçu des frais et ceux-ci sont mis à la charge de la partie succombante au sens de l'art. 106 al. 1 CPC (cf. par ex. CREC 11 mars 2024/74 où le premier juge a mis les frais, par 533 fr., à la partie qui sollicitait que l'avocat de sa partie adverse soit interdit de postuler, parce que la partie requérante avait succombé). En l'occurrence, la recourante a déposé une requête incidente, tendant à ce que l'avocate de sa partie adverse soit interdite de postuler. Ainsi, à supposer même que ce soit le TFJC qui soit applicable et non l'OELP - ce qui n'est pas le cas, pour les motifs précités -, des frais pouvaient être mis à sa charge. Mal fondé, l'argument de la recourante doit être rejeté dans la mesure de sa faible recevabilité. bb) Comme on l'a vu, la recourante ne soutient pas qu'une disposition de l'OELP aurait été violée. Selon l'art. 48 OELP, l'émolument est fonction de la valeur litigieuse et, pour une valeur litigieuse supérieure à 1'000 fr. et ne dépassant pas 10'000 fr., un émolument de 50 à 300 fr. peut être perçu. Comme la valeur litigieuse est de 7'365 fr., le montant des frais judiciaires arrêté dans la décision d'instruction attaquée se situe dans la fourchette prévue par la disposition précitée. Le premier juge n'a ainsi pas violé la loi ni abusé de son pouvoir d'appréciation en fixant les

frais à 300 fr., ce que la recourante ne soutient du reste pas puisqu'elle n'invoque aucun argument en lien avec l'OELP. IV. En conclusion, le recours, manifestement mal fondé, doit être rejeté dans la mesure où il est recevable, selon le mode procédural de l'art. 322 al. 1 CPC, et la décision attaquée confirmée en ses chiffres II et III, par substitution de motifs, et maintenue pour le surplus. La demande d'assistance judiciaire formulée par la recourante n'a pas été complétée ni documentée dans le délai imparti à cet effet, de sorte que la cour de céans n'entre pas en matière sur cette demande. Au demeurant, elle n'aurait pu que la rejeter, le recours étant d'emblée dénué de chances de succès au sens de l'art. 117 let. b CPC, ainsi que cela ressort des considérations qui précèdent. Vu le rejet du recours, les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 90 fr. pour tenir compte du fait qu'un arrêt similaire est rendu dans la cause parallèle opposant la recourante à son fils C.B._____, doivent être mis à la charge de la recourante (art. 48 et 61 al. 1 OELP ; art. 106 al. 1 CPC). Il n'y a pas lieu d'allouer des dépens de deuxième instance, l'intimée n'ayant pas été invitée à se déterminer.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.